

# Bréf.

Lettre d'information et de réflexion  
de Martial Passi



## BAISSE DES DOTATIONS D'ÉTAT

L'Association des maires de France organise une journée nationale d'action des maires et présidents d'intercommunalités, le 19 septembre 2015, à laquelle tous les élus locaux et toutes les villes et intercommunalités sont appelés à participer.

## FINANCES LOCALES

### Emprunts toxiques

676 collectivités locales (sur 850 éligibles) ont déposé un dossier auprès du fonds de soutien pour les aider à rembourser et à renégocier leurs emprunts qui s'élèvent à près de 8 milliards €. Les communes de + de 10.000 habitants représentent 38,9% des collectivités ayant déposé un dossier (263), devant les communes de - de 10.000 habitants (181). 21 départements (soit environ 1 sur 5) et 6 régions (soit environ 1 sur 4) ont aussi déposé un dossier auprès du fonds de soutien.

**[ Bréf, avec des taux d'intérêt qui atteignaient 25%, ces pratiques scandaleuses pénalisent lourdement les collectivités et les populations au profit d'intérêts financiers. ]**

## TRANSPORTS COLLECTIFS

### Un recul inacceptable

Dans le cadre de mesures concernant les très petites et moyennes entreprises, le 1er ministre a annoncé le relèvement du seuil de 9 à 11 salariés pour les entreprises qui cotisent au versement transport. Cette mesure va diminuer de façon très importante la ressource principale des transports publics, avec une perte de 300 à 700 millions € pour les Autorités organisatrices de la mobilité. La perte pour le Sytral s'élève à plusieurs dizaines de millions €.

**[ Bréf, , décidée sans concertation, cette nouvelle mesure incompréhensible, inacceptable et injuste, est une véritable catastrophe pour les transports collectifs. ]**

## BAISSE DES DOTATIONS D'ÉTAT

### Les mobilisations s'amplifient

L'Association des maires ruraux de France a lancé, les 23 et 24 juin, une action « Mairie fermée pour 2 jours, fermée pour toujours ? » pour exprimer l'inquiétude et la colère des 32 000 maires de communes de moins de 2 000 habitants et dénoncer la baisse insoutenable des dotations de l'Etat.

**[ Bréf, il est urgent d'amplifier les mobilisations pour préserver nos services publics et défendre nos communes au service des populations et des territoires. ]**

## FINANCES LOCALES

### L'investissement dégringole

Selon une étude de l'Association des Maires de France, avec la baisse des dotations de l'État, l'investissement public va reculer de 25 % à 30 % d'ici à 2017, soit 0,6 % de croissance. Il a déjà reculé de 4,8 milliards € en 2014, selon l'INSEE.

**[ Bréf, ces baisses des dotations aux collectivités locales sont une véritable catastrophe pour l'aménagement du territoire, le développement économique local et l'emploi. ]**

## ÉCONOMIE

### La concentration des richesses nuit à la croissance

Des économistes du Fonds Monétaire International (FMI) ont publié une étude appelant à la redistribution des richesses :

- Plus les riches s'enrichissent, plus faible est la croissance (si les 20 % les plus riches augmentent leur fortune de 1 %, le PIB mondial baisse de 0,08%)
  - Moins il y a de syndiqués, plus le revenu des 1% les plus riches augmente.
  - La flexibilisation du travail accroît les inégalités.
- Ces économistes préconisent
- davantage de taxes sur le patrimoine,
  - et un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale.

**[ Bréf, l'argent existe, mais il faut une véritable ambition politique pour réorienter les richesses dans l'économie réelle et dans les territoires au service des populations. ]**